



REGLEMENT DE CONSULTATION (RC)

Chambre de Commerce et d'Industrie Nantes St-Nazaire (CCINSN)

Établissement public administratif

Maison de l'Entrepreneuriat et des Transitions – 1 rue Françoise Sagan – CS 60186 – 44802 Saint-Herblain Cedex

<http://www.nantesstnazaire.cci.fr>

SIRET 130 008 105 00186 – TVA n° FR34 130 008 105

Marché pour la fourniture et l'installation de distributeurs automatiques

Contrat de concession – n° marché : 2025GCPN4061

(Conformément aux dispositions des articles L1121-1, L1121-3 et des articles L3131-1 et suivants du CCP)

Date limite de réception des candidatures et des offres

Au plus tard le 16/09/2025 - 12 Heures

Cette consultation fait l'objet d'une annonce parue :

- Sur notre site de dématérialisation : <https://www.marches-publics.gouv.fr/>
- Sur notre site internet : <http://nantesstnazaire.cci.fr/>
- Ouest France.

NB :

L'article R.2132-7 du code de la commande publique prévoit ceci : « Sous réserve des dispositions des articles R.2132-11 à R.2132-13 du code de la commande publique, les communications et les échanges d'informations lors de la passation d'un marché en application du présent livre ont lieu **par voie électronique**. »

FORMAT DE SIGNATURE ELECTRONIQUE PRECONISE : PADES

SOMMAIRE

PREAMBULE - DEFINITIONS	3
ARTICLE 1 OBJET DE L'APPEL D'OFFRES	4
ARTICLE 2 DESCRIPTION DU MARCHE	4
2.1 Procédure de passation du marché.....	4
2.2 Nombre de titulaire	5
2.3 Allotissement.....	5
2.4 Durée du marché.....	5
2.5 Variantes.....	5
2.6 Prestations Supplémentaires Eventuelles	5
2.7 Modifications du dossier de consultation	5
2.8 Demande de renseignements	5
2.9 Classifications CPV	5
2.10 Contenu du dossier de consultation des entreprises (DCE)	5
2.11 Obligation des candidats	6
2.12 Délai de validité des offres.....	6
2.13 Prestations similaires	6
ARTICLE 3 MONTANT DU MARCHE	6
ARTICLE 4 CONTENU DES CANDIDATURES ET DES OFFRES.....	7
ARTICLE 5 DELAI DE RECEPTION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES.....	8
ARTICLE 6 JUGEMENT DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	8
6.1 Sélection des candidatures	8
6.2 Choix de l'offre économiquement la plus avantageuse	8
ARTICLE 7 REMISE DE PLUSIEURS OFFRES PAR UN MÊME CANDIDAT	9
ARTICLE 8 SUITE A DONNER A LA CONSULTATION	10
ARTICLE 9 NEGOCIATION	10
ARTICLE 10 VISITE DE SITE.....	10
ARTICLE 11 VOIES ET DELAIS DE RECOURS.....	10

LISTE DES ABREVIATIONS

AAPC	: Avis d'Appel Public à la Concurrence
BOAMP	: Bulletin Officiel des Annonces des Marchés Publics
CCAG	: Cahier des Clauses Administratives Générales
CCP	: Code de la Commande Publique
CCAP	: Cahier des Clauses Administratives Particulières
CCTP	: Cahier des Clauses Techniques Particulières
DU	: Document Unique
DCE	: Dossier de Consultation des Entreprises
EA	: Entité adjudicatrice
JAL	: Journal Annonces Légales
JOUE	: Journal Officiel de l'Union Européenne
PA	: Pouvoir adjudicateur
RC	: Règlement de la consultation

PREAMBULE - DEFINITIONS

Coordonnateur :

Le membre du groupement désigné pour procéder, dans le respect des articles L.2113-6 et L.2113-7 du CCP, à l'organisation de l'ensemble des opérations de sélection d'un cocontractant, à la notification des marchés, à la reconduction des marchés ou à leur résiliation éventuelle dans les conditions du CCAP. Le Coordonnateur est la CCINSN.

Membres du Groupement :

Les entités partenaires sont adhérentes au groupement de commandes. Chaque membre procède à l'exécution du marché : émission des commandes, gestion des livraisons et prestations, paiement des factures, différends et litiges. Ce sont les entités mentionnées à l'article 1 du règlement de la consultation.

Pouvoir Adjudicateur :

Désigne la CCINSN, coordonnateur du groupement de commandes, qui est la personne morale de droit public qui conclut le marché avec le titulaire.

ARTICLE 1 OBJET DE L'APPEL D'OFFRES

L'objet de l'appel d'offres est l'installation, l'exploitation et la maintenance de distributeurs automatiques de boissons, de denrées alimentaires au profit des établissements de la CCI Nantes Saint-Nazaire et du Groupement Interprofessionnel pour l'apprentissage et la formation continue.

- **Chambre de Commerce et d'Industrie Nantes St-Nazaire (CCINSN)**, 1 rue Françoise Sagan, CS 60186, 44802 Saint-Herblain, 44802 Saint Herblain Cedex,
- **Chambre de Commerce et d'Industrie de Région Pays de la Loire (CCIR)**, 1 rue Françoise Sagan, CS 60186, 44802 Saint-Herblain, 44802 Saint Herblain Cedex,
- **Groupement Interprofessionnel Pour l'Apprentissage et la Formation Continue (GIPAFOC)**, 3, boulevard du bâtonnier Cholet, 44100 Nantes,

Pour les sites de livraison suivants :

- **Chambre de Commerce et d'Industrie Nantes St-Nazaire (CCINSN)**, 1 rue Françoise Sagan, CS 60186, 44802 Saint-Herblain,
- **Chambre de Commerce et d'Industrie Nantes St-Nazaire (CCINSN)**, 16 Quai Ernest Renaud, 44100 Nantes,
- **Chambre de Commerce et d'Industrie de Région Pays de la Loire (CCIR)**, 1 rue Françoise Sagan, CS 60186, 44802 Saint-Herblain,
- **Groupement Interprofessionnel Pour l'Apprentissage et la Formation Continue – iA Sup' campus (GIPAFOC)** – 8 rue Bisson – 44100 Nantes
- **Institut de Formation du Commerce et des Techniques Professionnelles** – 3, boulevard du bâtonnier Cholet, 44100 Nantes
- **iA GIPAFOC** - 2 rue des Frênes, 44260 Savenay
- **Ia GIPAFOC** – 2 rue Georges Charpak, 44120 Pornic
- **Ia GIPAFOC** – 7 Rue de la Violette, 85340 Les Sables-d'Olonne
- **Maison de l'Entreprise de Saint-Nazaire** - 6 Esp. Anna Marly, 44600 Saint-Nazaire
- **CIL Centre d'Initiatives Locales de Saint Nazaire et de sa Région**, 6 Esp. Anna Marly, 44600 Saint-Nazaire
- **Institut informatique appliquée** - Boulevard de l'Université – 44600 St Nazaire

ARTICLE 2 DESCRIPTION DU MARCHE

2.1 Procédure de passation du marché

La présente procédure est une procédure adaptée, conduite en application des articles L.3123-1 et R.3123-1 du Code de la commande publique.

Elle prend la forme d'un contrat de concession de service confiant à un opérateur économique l'exploitation de distributeurs automatiques. La rémunération du concessionnaire est substantiellement liée aux résultats de cette exploitation, conformément aux dispositions de l'article L.1121-1 du Code de la commande publique.

2.2 Nombre de titulaire

1

2.3 Allotissement

La concession est constituée d'un lot unique.

2.4 Durée du marché

Date estimative de début de marché : 27 novembre 2025 ou date de réception de notification du marché

Durée du marché : 4 ans ferme à compter de la date de notification du marché.

Dans le cas de la résiliation de marché, la décision de résiliation est notifiée aux titulaires. La résiliation prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation.

2.5 Variantes

Les variantes ne sont pas autorisées

2.6 Prestations Supplémentaires Eventuelles

Pas de PSE

2.7 Modifications du dossier de consultation

La CCINSN se réserve le droit d'apporter au plus tard 09/09/2025, les modifications de détails au dossier de consultation. Toutefois, ces modifications ne pourront pas porter sur les éléments substantiels de la consultation ou du cahier des charges. En cas de modification substantielle, un délai supplémentaire de remise des offres sera accordé aux sociétés. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet. Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

2.8 Demande de renseignements

Les renseignements d'ordre administratif et technique peuvent être obtenus en déposant vos questions sur notre plate-forme de dématérialisation de nos marchés : www.marches-publics.gouv.fr jusqu'au 05/09/2025. Toute demande déposée après cette date limite n'obtiendra pas de réponse de la part de la CCINSN. Les réponses apportées par la CCINSN pourront être communiquées jusqu'au 09/09/2025.

Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier, ajouté des éléments de réponse apportés par la CCINSN, sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

2.9 Classifications CPV

- Distributeurs automatiques (42933000)

2.10 Contenu du dossier de consultation des entreprises (DCE)

Le dossier de consultation est composé des éléments suivants :

- Le présent Règlement de la Consultation (RC) et son annexe concernant la dématérialisation

- Le contrat de concession et ses annexes :
- Annexe 1 : fixation de la redevance ;
- Annexe 2 : Liste des produits proposés ;
- Annexe 3 : Fréquence d'approvisionnement ;
- Annexe 4 : Sites et quantités ;
- Annexe 5 : BPU
- Annexe 6 : Fréquence de maintenance
- Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.)
- La grille RSE
- La déclaration sur l'honneur d'absence de conflits d'intérêts

2.11 Obligation des candidats

Les candidats se doivent de signaler toute erreur, omission, imprécision, contradiction ou ambiguïté qu'ils pourraient déceler dans les documents faisant partis de la présente consultation.

2.12 Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à cent vingt (120) jours à compter de la date limite de remise des offres fixée au règlement de consultation.

2.13 Prestations similaires

La CCI se réserve la possibilité de confier au(x) titulaire(s) des lots, en application de l'article R.2122-7 du CCP, des marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui lui sont confiées au titre du présent marché dans le cadre d'une procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence.

La durée pendant laquelle ces nouveaux marchés pourront être conclus ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du présent marché.

ARTICLE 3 MONTANT DU MARCHÉ

Dans le cadre du présent contrat, la personne publique met à disposition du cessionnaire des emplacements situés sur le domaine public afin d'y implanter et exploiter, sous sa responsabilité exclusive, des distributeurs automatiques.

En contrepartie de cette mise à disposition, le cessionnaire s'engage à verser à la personne publique une redevance annuelle, calculée sur la base du chiffre d'affaires hors taxes réalisé par l'ensemble des distributeurs automatiques installés dans le cadre du présent contrat.

Le montant de la redevance due pour chaque exercice est déterminé comme suit :

Redevance annuelle = [taux fixe en % à définir] × Chiffre d'affaires HT annuel réalisé. Le chiffre d'affaires pris en compte inclut l'ensemble des ventes générées par les distributeurs automatiques, toutes catégories de produits confondues.

Le versement de la redevance interviendra une fois par an, sur présentation d'un état certifié du chiffre d'affaires établi par le cessionnaire, au plus tard le 01/02 de l'année suivante.

La personne publique se réserve le droit de demander tout document justificatif permettant de vérifier le chiffre d'affaires déclaré (relevés de comptage, rapports de gestion, justificatifs de paiement...).

ARTICLE 4 CONTENU DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Le dossier de consultation est remis gratuitement aux entreprises sur notre plate-forme de dématérialisation : www.marches-publics.gouv.fr. L'inscription est gratuite et rapide.

Il est important de rappeler qu'en cas de modification de la consultation (dates, rectificatifs/compléments, questions/réponses), nous devons être en mesure de vous contacter pour vous transmettre les éléments actualisés. C'est pourquoi nous vous conseillons de vous authentifier et de laisser vos coordonnées sur la plate-forme pour télécharger le DCE.

Aussi, les éléments de la candidature ou de l'offre, qui doivent être entièrement rédigés **en langue française**, pourront faire l'objet, de demandes de précisions et de compléments.

Contenu des candidatures et des offres		
	Réponse électronique (obligatoire en cas de réponse en groupements d'entreprises)	Documents qui seront demandés au seul candidat retenu
Lettre de candidature DC1	x	
Lettre de déclaration DC2	x	
Déclaration de sous-traitance DC 4 (en cas de présentation d'un sous-traitant)	x	
Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations qui font l'objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices ou la lettre de déclaration DC2	x	
Information concernant si le candidat est une PME ou non (NB : montant de l'avance forfaitaire)	x	
Attestations d'assurance		x
Attestation de régularité fiscale de l'année en cours, du mandataire et de chaque membre du groupement		x
Attestation sociale de l'année en cours, du mandataire et de chaque membre du groupement		x
Attestation relative à la lutte contre le travail dissimulé, dûment complétée, accompagnée des pièces justificatives, datée		x
Copie du jugement prononcé, si le candidat est en redressement judiciaire	x	
Déclaration d'absence de conflits d'intérêts dûment complétée, signée et datée		
Le contrat de concession complété et signé	x	signé électroniquement format PADES recommandé
Le Bordereau de Prix (BP) complété et daté	x	
Une liste de références effectuées par les candidats au cours des trois dernières années pour des prestations similaires dans les domaines qui font l'objet du présent marché	x	
Certification qualité le cas échéant	x	
Un mémoire justificatif des dispositions que le candidat se propose d'adopter pour l'exécution du marché, daté	x	
Une présentation de la méthodologie utilisée pour l'exécution du marché (notamment un mode opératoire entre notre expression de besoin jusqu'à la livraison)	x	
Une présentation des distributeurs automatiques proposés	x	
Une présentation de la qualité des moyens mis en œuvre	x	

Une présentation de la solution proposée concernant la gestion des déchets	x	
Une présentation de la solution proposée en cas de pannes	x	
L'engagement du candidat vers des actions RSE (Responsabilité Sociétale des Entreprises) mises en œuvre dans les domaines qui font l'objet du présent marché – Grille RSE à compléter	x	

Si après les 5 jours ouvrés à compter de la demande de documents de la CCINSN auprès du candidat retenu, celui-ci n'est pas en mesure de fournir les documents demandés, ou si des écarts ont été constatés entre l'offre remise initialement après négociation ou mise au point avec l'acheteur et l'offre signée, le marché sera attribué à l'offre classée en 2^{ème} (sous réserve qu'elle fournisse à son tour les documents demandés).

Dans le cas où un candidat fournirait dans sa candidature ou son offre des éléments relatifs à ses conditions générales de vente, la CCINSN ne les prendrait pas en compte.

 La signature électronique des documents n'est plus requise lors du dépôt de votre offre. Elle ne sera demandée qu'à le ou les attributaires des lots du présent marché.

ARTICLE 5 DELAI DE RECEPTION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

La candidature et l'offre devront parvenir à l'adresse suivante : www.marches-publics.gouv.fr

Au plus tard **le 16/09/2025 - 12 Heures**

Les dossiers déposés après la date et l'heure limites fixées ci-dessus ne seront pas retenus.

ARTICLE 6 JUGEMENT DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

6.1 Sélection des candidatures

Seront éliminés :

- Les dossiers reçus après la date et l'heure limites de dépôt figurant au présent règlement ;
- Les candidatures incomplètes et ne présentant pas les documents énoncés au présent règlement
Toutefois et conformément à l'article R-2144.2 du CCP, si le pouvoir adjudicateur constate que les pièces dont la production était réclamée sont absentes ou incomplètes, elle peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou de compléter ces pièces dans un délai identique pour tous les candidats et qui ne saurait être supérieur à dix jours.
- Les candidatures qui ne sont pas recevables ;
- Les candidats dont les garanties professionnelles, techniques et financières sont insuffisantes au regard des critères suivants :
 - Garanties financières
 - Moyens humains et techniques
 - Capacités professionnelles (seront notamment présentées les références sur des projets de nature similaire)

6.2 Choix de l'offre économiquement la plus avantageuse

Les offres seront jugées en tenant compte des critères suivants, dont les pondérations sont fixées ci-dessous.

- ❑ Qualité technique de l'offre : 35 %
 - Qualité et diversité des produits proposés

(Appréciation de la variété, de l'équilibre nutritionnel, et de la conformité des produits avec les exigences définies au CCTP.)

- Qualité du matériel et modalités d'exploitation
(Évaluation des équipements proposés (distributeurs), de leur ergonomie, sécurité, accessibilité, et des modalités de gestion : réapprovisionnement, maintenance, traçabilité.)
- Suivi technique et commercial
- Modalités de paiement et services associés :
Diversité des moyens de paiement acceptés, sécurité des transactions, dispositifs facilitant l'expérience utilisateur et suivi client (SAV, réclamations).

❑ Prix : 50 %

- Pourcentage de redevance proposé et montant de la redevance associée

❑ Démarches RSE (Responsabilité Sociétale des Entreprises) mises en œuvre dans les domaines qui font l'objet du présent marché : 15%

- Grille RSE

Méthode de notation pour l'analyse comparative des offres :

- Pour le critère « Prix » :

Note de l'offre analysée = (Note maximale (sur 5) x prix le plus bas) / Prix de l'offre analysée

- Pour le critère « Qualité technique de l'offre » :

Une note de 0 à 5 sera attribuée au regard de l'échelle de notation suivante : 0 = aucune information ou hors sujet ; 1 = très inadaptée ; 2 = inadaptée ; 3 = moyenne / standard ; 4 = très adaptée ; 5 = optimale / au-delà du besoin. Des ½ points pourront être accordés.

- Pour le critère « Démarche RSE » : Moyenne des notes de l'ensemble des critères du cadre de réponse RSE (Grille RSE).

Une note de 0 à 5 sera attribuée au regard de l'échelle de notation suivante : 0 = aucune information ou hors sujet ; 1 = très inadaptée ; 2 = inadaptée ; 3 = moyenne / standard ; 4 = très adaptée ; 5 = optimale / au-delà du besoin. Des ½ points pourront être accordés.

Une fois les notes renseignées, la CCINSN multipliera ces notes par les pondérations associées à chaque critère. Puis, la CCINSN fera la somme pour chaque candidat et c'est le candidat qui aura la plus grande somme qui sera le titulaire du présent marché. Au cas où deux candidats obtiendraient la même note finale, celle ayant présenté l'offre de prix la plus basse sera retenue.

Dans le cas où des erreurs de multiplication, d'addition ou de report seraient constatées dans le bordereau des prix unitaires et les autres pièces de l'offre, il ne sera tenu compte que du ou des montants corrigés pour le jugement de la consultation. Toutefois si l'entrepreneur concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à les rectifier avant l'attribution ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme offre irrégulière.

ARTICLE 7 REMISE DE PLUSIEURS OFFRES PAR UN MÊME CANDIDAT

Si plusieurs offres sont successivement transmises par un même candidat, seule est ouverte la dernière offre reçue par voie électronique dans le délai fixé pour la remise des offres.

ARTICLE 8 SUITE A DONNER A LA CONSULTATION

La CCINSN se réserve la possibilité de ne pas donner suite à la présente consultation ou de ne pas retenir la totalité des prestations. Il ne sera versé aucune indemnité aux candidats ayant remis une offre.

ARTICLE 9 NEGOCIATION

La CCINSN négociera **les offres classées 1^{er} et 2^{ème}** suivant les critères d'évaluation des offres. Cette négociation pourra porter sur tous les éléments et composantes d'une offre d'un candidat, sous toute forme que ce soit.

Les échanges se feront par la plateforme de dématérialisation (www.marches-publics.gouv.fr) à l'adresse indiquée par le candidat lors du dépôt de sa candidature (la CCI ne pourra être tenue responsable de la non consultation par le candidat de sa messagerie).

Au terme de la négociation, les offres seront à nouveau analysées conformément aux critères de jugement des offres.

Toutefois, la CCINSN peut attribuer le marché sur la base des offres initiales sans négociation.

ARTICLE 10 VISITE DE SITE

Les candidats ont la possibilité de faire des visites sur sites. Pour cela, ils doivent prendre rdv par mail aux adresses suivantes :

- Pour la CCISN Saint-Herblain florian.bagot@44.cci.fr
- Pour la CCISN site de Nantes : nicolas.holtzinger@44.cci.fr
- Pour la CCISN site de Saint-Nazaire: tony.rambaud@44.cci.fr
- Pour le GIPAFOC : eric.hasslauer@ia-formation.fr

Lors de la visite, si des questions précises venant à nécessiter une mise au point, celles-ci devront être posés sur la plate-forme de dématérialisation de nos marchés publics : www.marches-publics.gouv.fr.

La distribution de questionnaires sur site n'est pas autorisée.

Les candidats ne pourront pas se prévaloir d'une mauvaise évaluation de leur prestation s'ils n'ont pas participé à une visite.

ARTICLE 11 VOIES ET DELAIS DE RECOURS

Le présent contrat est régi par le Droit français. Les tribunaux français sont seuls compétents.

En cas de différend concernant son interprétation ou son exécution, les parties s'engagent à faire leurs meilleurs efforts pour parvenir à un règlement amiable.

Si toutefois elles ne peuvent parvenir à un accord, dans un délai d'un mois à compter de la notification écrite du différend par l'une ou l'autre des parties, le différend sera soumis au Tribunal Administratif de Nantes seul compétent pour connaître du litige.

Procédures de recours :

Instance chargée des procédures de recours :

Tribunal administratif
6 allée Ile Gloriette BP 24111
44041 Nantes Cedex 1
Téléphone : 02.55.10.10.02
Télécopie : 02.55.10.10.03
Courriel : greffe.ta-nantes@juradm.fr

Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours :

Tribunal administratif
6 allée Ile Gloriette BP 24111
44041 Nantes Cedex 1
Téléphone : 02.55.10.10.02
Télécopie : 02.55.10.10.03
Courriel : greffe.ta-nantes@juradm.fr